

Unité départementale du Haut-Rhin

Mulhouse, le 19/05/2022

2 Place du Général de Gaulle  
BP 1354  
68100 Mulhouse

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BOLLORE ENERGY**

93 RUE DE LA CHARTE  
68400 RIEDISHEIM

Références : 0519\_2022\_03\_29\_BOLLORE\_RIEDISHEIM\_VIIC-etudededangers

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2022 dans l'établissement BOLLORE ENERGY implanté 93 RUE DE LA CHARTE à RIEDISHEIM (68400). L'inspection a été annoncée le 23/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre de l'instruction de la révision de l'étude de dangers déposée par l'exploitant le 14 septembre 2020. La visite de contrôle visait à vérifier sur site l'application des hypothèses de l'étude de dangers concourrant à la détermination de la nature, de la probabilité, de l'intensité et de la gravité des accidents susceptibles de survenir sur le site.

Compte tenue de la nature des constats, une partie d'entre eux sont considérés comme consultables mais non communicables en application de l'instruction du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées. Ces constats et l'annexe relative à la demande de compléments de l'étude de dangers sont placés dans une partie annexe "confidentielle" du présent rapport. Cette partie n'étant pas publiée sur le site Géorisques mais tenu, au besoin, à la disposition des tiers légitimes à la consulter.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOLLORE ENERGY
- 93 RUE DE LA CHARTE 68400 RIEDISHEIM
- Code AIOT dans GUN : 0006700519
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

Le site BOLLORE Riedisehim est un dépôt pétrolier dont les activités exclusives sont la réception, le stockage et l'expédition de produits pétroliers (Gazole, Fioul domestique), bruts ou modifiés (additivés et/ou colorés) et de produits dérivés tels que l'EMAG (esther méthylique d'acide gras) ou le diesel HVO (Hydrotreated Vegetable Oil).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
TUYAUTERIES, POMPES ET VANNES	AP Complémentaire du 24/01/2013, article 7.2.5	/	Susceptible de suites

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Isolement avec les milieux	AP Complémentaire du 24/01/2013, article 4.2.3.2	/	Sans objet
Séparateur HC – GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT	AP Complémentaire du 24/01/2013, article 4.3.4	/	Sans objet
Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion	AP Complémentaire du 24/01/2013, article 7.2.6.2	/	Sans objet
étude de dangers	EDD du 14/09/2020, Annexe 3	/	Sans objet
étude de dangers	EDD du 14/09/2020, Annexe 3 – scénario 12	/	Sans objet
étude de dangers	EDD du 14/09/2020, article Annexe 3 – scénario 16	/	Sans objet
étude de dangers	EDD du 14/09/2020, article III.1.1 Identification des produits dangereux	/	Sans objet
étude de dangers	EDD du 14/09/2020, Noeud papillon n°3 – Epanchage au PCC	/	Sans objet
étude de dangers	EDD du 14/09/2020, paragraphe III.3.1 Evaluation de l'intensité d'un feu de nappe en rétention	/	Sans objet
étude de dangers	EDD du 14/09/2020, Annexe 8	/	Sans objet
étude de dangers	Code de l'environnement du 26/01/2017, article 181-25	/	Sans objet
Conformité des données techniques	AP Complémentaire du 24/01/2013, article 1.4.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vue des thématiques contrôlées, il apparaît que l'exploitant respecte globalement les dispositions réglementaires qui lui sont opposables. Les constats réalisés sur site et l'instruction de l'étude de dangers des installations mettent en avant la nécessité que cette dernière soit complétée de manière approfondie par l'exploitant.

Par ailleurs, il apparaît que l'inspection des installations classées ne peut conclure sur l'absence de non-conformité concernant l'une des dispositions contrôlées (mis en place d'une temporisation en cas de débit nul dans les pompes de transfert). Il appartient à l'exploitant de transmettre l'ensemble des éléments permettant de démontrer le respect de cette disposition qui est caractérisée par un fait susceptible de suite.

Enfin des observations ont été formulées dans le cadre des constats, il appartient à l'exploitant de s'en saisir en vue d'améliorer la gestion de la sécurité de ses installations.

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : Isolement avec les milieux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/01/2013, article 4.2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système doit permettre l'isolement du réseau d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. [...]
<b>Constats :</b> Le site est pourvu de deux exutoires (eaux pluviales/de voiries) vers le canal du Rhône au Rhin. Les rejets des eaux pluviales et de voiries se font par deux pompes de relevage puis passage dans deux décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures. Les séparateurs et le premier compartiment du bassin d'orage sont équipés d'un détecteur hydrocarbures asservi à une alarme. En cas de déclenchement, les pompes de relevage sont inopérantes et le dispositif obturateur en sortie de séparateur est automatiquement fermé, ce qui rend impossible le rejet vers le canal. Le déclenchement de l'alarme est signalé au niveau de la salle de contrôle et sur le téléphone de l'astreinte du site.  Enfin, les séparateurs ne peuvent pas rejeter en gravitaire car ils se situent en dessous des niveaux de leurs points de rejets respectifs vers le canal (environ 1 m en dessous, vérification faite pour le point de rejet lié au secteur Nord sur plan topographique).  Il a pu être contrôlé que les dispositifs sont signalés sur site et actionnables. Aucun test de fonctionnement n'a été réalisé.  Au delà des éléments relatifs à la prescription contrôlée, il est à noter que la situation sur site correspond à la description faite dans le chapitre I.3.4.3 de la dernière version de l'étude de dangers du site (septembre 2020) objet de la présente inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Séparateur HC – GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/01/2013, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>En cas de détection éventuelle d'hydrocarbures :</p> [...] <ul style="list-style-type: none"> <li>• le dispositif obturateur concerné en sortie de séparateur 1 et 2, est automatiquement fermé,</li> <li>• la pompe de relevage du décanteur-séparateur de la cuvette n°1 est stoppée automatiquement ou son démarrage empêché,</li> <li>• les consignes d'arrêter la purge des cuvettes de rétention et de fermer les orifices de purge des cuvettes de rétention, de stopper la pompe de relevage du decanteur-separateur de cuvette n°2, sont observées,[...]</li> </ul>
<b>Constats :</b> Comme mentionné ci-avant les 2 décanteurs-séparateurs du site sont munis de dispositifs d'obturation mécaniques automatiques. L'analyse de la documentation technique fournie par l'exploitant montre l'existence des dispositifs d'obturation mentionnés par ce dernier, un contrôle visuel a pu être réalisé sur la présence d'un des dispositifs pour le décanteur-séparateur associé à la zone Nord du site. <p>Aucun test n'a été réalisé, mais l'analyse des documents transmis par l'exploitant montre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• qu'il est bien prévu au travers de l'automate dénommé « BSR2 » (constaté présent sur site) que les pompes de relevage du décanteur-séparateur de la cuvette n°1 (zone Nord du site) soient stoppées automatiquement dans le cas d'une détection d'hydrocarbures dans le séparateur),</li> <li>• l'exploitant a mis en place des consignes pour la gestion des purges des cuvettes de rétention. Les vannes de purges sont en position fermée (en fonctionnement normal) et ne sont ouvertes pour les purges qu'après un certain nombre de vérification sur la qualité des eaux, ou la capacité des ouvrages de traitement à accueillir des eaux potentiellement souillées par exemple. La purge se fait sous la surveillance d'une personne du dépôt qui stoppe l'opération en cas d'incident.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : TUYAUTERIES, POMPES ET VANNES**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/01/2013, article 7.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques de fuite
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>Si des tuyauteries de liquides inflammables sont posées en caniveaux, ceux-ci sont équipés a leurs extrémités et tous les 100 m de dispositifs appropriés évitant la propagation du feu et l'écoulement des liquides inflammables au-delà de ces dispositifs, a partir du 16 novembre 2015. [...] Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir.</p> <p>Les vannes de pied de bac sont de type sécurité feu commandables à distance et à sécurité positive. [...]</p> <p>Les pompes de transfert seront équipées d'une temporisation arrêtant le fonctionnement en cas de débit nul, à partir du 16 novembre 2015.</p>
<b>Constats :</b> constats non communicables
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/01/2013, article 7.2.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant définit sous sa responsabilité les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosibles: <ul style="list-style-type: none"><li>• soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement,</li><li>• soit de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée.</li></ul> Le plan des zones à risque d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.
<b>Constats :</b> Constats non communicables
<b>Observation n°1 :</b> En lien avec les points de contrôles suivants, il appartient à l'exploitant de reprendre les éléments d'identification des zones à risque d'explosion de son site et de compatibilité des équipements y figurant eu égard à la reprise des éléments de l'étude de dangers des installations tel que détaillé dans l'annexe du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** étude de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> EDD du 14/09/2020, Annexe 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyse Préliminaire des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Moyens de prévention et de protection mis en place pour les scénarios n°13, 15, 24, 25
<b>Constats :</b> Constats non communicables
<b>Observation n°2 :</b> L'incohérence relevée par l'inspection est à reprendre par l'exploitant dans son étude de dangers, le détail de l'instruction de l'étude de dangers, reprenant entre autre ces éléments, étant par ailleurs fournis en annexe du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** étude de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> EDD du 14/09/2020, Annexe 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyse Préliminaire des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Scénario 12
<b>Constats :</b> L'existence de ce scénario n'a pas lieu d'être car le site ne stocke plus de charbon. Cet élément (arrêt de l'activité) figure à l'état descriptif dans l'étude de dangers et a pu être constaté sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : étude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> EDD du 14/09/2020, Annexe 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyse Préliminaire des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> scénario 16
<b>Constats :</b> Constats non communicables
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : étude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> EDD du 14/09/2020, paragraphe III.1.1 Identification des produits dangereux
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification des potentiels de dangers
<b>Prescription contrôlée :</b> Les potentiels de dangers sont liés aux produits présents dans l'établissement et à leur mise en oeuvre dans les installations. Leur identification permet de déterminer les phénomènes dangereux susceptibles de se produire. Le dépôt BOLLORE ENERGY de Mulhouse stocke les produits suivants : Distillats : Gazole et Fuel Domestique
<b>Constats :</b> Lors du contrôle sur site il a pu être constaté la présence d'autres produits dangereux tel que : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'EMAG (biodesiel)</li><li>• l'HVO (Biodiesel)</li><li>• des additifs et des colorants</li></ul> Ces produits ne sont pas pris en considération par l'exploitant dans la partie relative à l'identification des produits dangereux du site. Il appartient à l'exploitant de compléter l'identification des potentiels de dangers de son site, afin que cette étape clé de l'étude de dangers corresponde à la situation réelle de ses installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : étude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> EDD du 14/09/2020, Noeud papillon n°3 – Epannage au PCC
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, probabilité et gravité
<b>Prescription contrôlée :</b> Noeud papillon n°3 – Epannage au PCC
<b>Constats :</b> Constats non communicables
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : étude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> EDD du 14/09/2020, paragraphe III.3.1 Evaluation de l'intensité d'un feu de nappe en rétention
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Intensité
<b>Prescription contrôlée :</b> Evaluation de l'intensité d'un feu de nappe en rétention
<b>Constats :</b> Constats non communicables
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : étude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> EDD du 14/09/2020, Annexe 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesure de Maîtrise des Risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Mesure de Maîtrise des Risques - MMR n°3 – Détection humaine au PCC et poste ravitaillement
<b>Constats :</b> Constats non communicables
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : étude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/01/2017, article 181-25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu de l'étude de dangers d'un site
<b>Prescription contrôlée :</b> Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.  Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation.  En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.  Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.
<b>Constats :</b> Compte tenu des éléments qui précèdent et de l'annexe au présent rapport qui détaille les attendus en matière de régularité d'une étude de dangers, non abordés au travers des constats détaillés ci-avant, il apparaît nécessaire que l'exploitant complète l'étude de dangers transmise le 14 septembre 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Conformité des données techniques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/01/2013, article 1.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité des installations aux dossiers administratifs déposés
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation et études de dangers, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur. [...]
<b>Constats :</b> Depuis la transmission de l'étude de dangers le 14 septembre 2020, l'exploitant a procédé à des modifications de son site, qu'il a porté à la connaissance de l'inspection des installations classées, mais dont il conviendra de ré-intégrer les conclusions eu égard à la demande de compléments formulée par le présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet